

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22 - 26 octobre 2001

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2001/INF/17
5 octobre 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—PROGRAMME DE PAYS— HAÏTI (1998–2002)

Le présent document est à lire parallèlement au document intitulé "Rapport résumé d'évaluation à mi-parcours du programme de pays—Haïti (1998–2002)" (WFP/EB.3/2001/6/7).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

RECOMMANDATION (FÉVRIER 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2001)
1. Une étude approfondie devrait être menée sur le niveau des rations afin de vérifier que les quantités distribuées permettent de faire face aux besoins des familles. Si nécessaire, une proposition devrait être présentée avec des niveaux de rations révisés.	Bureau de pays	Le bureau de pays prépare une mission de vérification sur la sécurité alimentaire au niveau du ménage. Le bureau régional et le siège devront fournir les ressources voulues. Les rations seront probablement modifiées, ce qui augmentera les denrées alimentaires nécessaires pour Haïti.
2. Le bureau de pays devrait poursuivre et renforcer les initiatives de partenariat en cours dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Le prochain programme de pays devrait être harmonisé avec le cycle de programmation du Plan-cadre de 2002–2006.	Bureau de pays	Le renforcement des partenariats est prévu dans le nouveau SSP. Le calendrier du programme de pays a été organisé en totale harmonie avec le Plan-cadre.
<p>3. Un système de suivi et d'évaluation devrait être mis en place, sans tarder, pour le programme de pays. Le bureau de pays à Port-au-Prince a besoin de l'aide du bureau régional et/ou du siège pour obtenir le soutien et les orientations techniques nécessaires. Il serait à ce propos particulièrement important de prendre les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ augmenter le nombre d'agents de suivi sur le terrain dans le bureau de pays; ➤ donner au personnel du bureau de pays ainsi qu'aux agents du gouvernement affectés aux activités de programme la formation nécessaire pour pouvoir assurer correctement le suivi et l'évaluation de toutes les activités; ➤ recourir à l'appui du bureau régional et aux compétences locales pour dispenser des formations et élaborer des systèmes de suivi et d'évaluation; ➤ réunir tous les semestres le Comité d'examen des programmes PAM/gouvernement/Nations Unies/ONG. 	Bureau de pays	<p>Le bureau de pays définit actuellement les attributions d'un système de suivi et d'évaluation. ODM et le siège fourniront l'assistance technique et le soutien financier nécessaires.</p> <p>Le bureau de pays ne dispose pas de crédits suffisants pour accroître le nombre d'agents de suivi sur le terrain. Un poste de chargé de programmation, recruté au plan international, vient juste d'être supprimé.</p> <p>Deux fonctionnaire nationaux ont suivi à l'étranger une formation sur l'aide alimentaire et le développement. Il est prévu d'organiser sur place une formation de ce type pour le personnel et les homologues avant la fin de 2001. Lorsque le système de suivi et d'évaluation sera mis au point, l'ensemble du personnel du programme et les principaux homologues recevront la formation nécessaire.</p> <p>Le bureau de pays prépare une réunion du Comité d'examen des programmes pour le milieu d'octobre.</p>
<p>4. Le personnel clé du bureau de pays devrait recevoir une formation sur la problématique hommes-femmes. La formation devrait porter sur les Engagements du PAM en faveur des femmes et fournir la documentation d'appui pertinente. Le bureau de Managua doit fournir des conseils et un soutien techniques au bureau de pays afin de l'aider à:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ préparer un plan d'action; ➤ élaborer des modules de formation; ➤ examiner les indicateurs potentiels prenant en compte la parité hommes-femmes. 	Bureau de pays	Le bureau de pays a préparé une demande qui a été acceptée par le siège. Des crédits de 13 244 dollars E.-U. ont été approuvés et un consultant national a été engagé. Le cadre nécessaire pour la mise en œuvre des Engagements du PAM en faveur des femmes dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'agriculture a été élaboré, et le programme de formation, incluant des indicateurs de suivi est en voie d'achèvement. Des ateliers de formation démarreront à la fin octobre. Le personnel du PAM et les partenaires d'exécution du gouvernement et des ONG y participeront.



RECOMMANDATION (FÉVRIER 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2001)
Des efforts particuliers doivent être déployés pour garantir que les femmes participent activement aux comités de projet locaux et exercent les mêmes responsabilités que les hommes.		Cette formation comprendra l'appui aux comités locaux afin d'accroître les possibilités de participation des femmes à la prise de décisions et au contrôle des avoirs.
5. Il faudrait poursuivre le financement du statisticien/cartographe au sein de la Commission nationale pour la sécurité alimentaire afin d'apporter un soutien à l'établissement de la prochaine carte de la vulnérabilité.	Bureau de pays	Le bureau de pays inscrira dans son nouveau budget la poursuite de cette aide. Les unités ACV de la région et du siège devront apporter leur concours à la préparation des cartes de la pauvreté et de la vulnérabilité, ce qui nécessitera le soutien de l'équipe de pays et d'autres donateurs, notamment l'Union européenne et la Banque interaméricaine de développement (BID).
6. Les ministères concernés, les départements régionaux et les administrations locales doivent fournir l'appui financier et technique déjà approuvé dans les différents plans d'opération prévus par le programme de pays.	Gouvernement	Cette recommandation a été transmise au Gouvernement haïtien.
7. Si le programme de pays est poursuivi, le bureau de pays devra continuer à assurer la gestion de toutes les opérations de logistique, du point de livraison des produits dans le pays jusqu'au point de distribution finale.	Bureau de pays	Le bureau de pays approuve cette recommandation, qui a des répercussions sur les coûts TIEM (transport intérieur, entreposage et manutention). Haïti dispose d'un programme de développement mais, compte tenu de la faim et de l'extrême pauvreté qui règnent et des difficultés socio-politiques et économiques actuelles, le PAM est confronté à des obstacles considérables pour œuvrer au développement, conformément aux directives sur l'aide alimentaire et le développement, dans un contexte de situation mode d'urgence. Des ressources supplémentaires sont indispensables à cet effet.
8. Le bureau de Cap-Haïtien doit être tout au moins conservé et de préférence renforcé pour disposer de davantage de moyens dans le secteur du suivi et de l'évaluation. Un fonctionnaire international et quatre agents de suivi de terrain supplémentaires sont nécessaires.	Bureau de pays	Déjà examiné aux points 3 et 8. Le bureau de pays prévoit d'engager un fonctionnaire national, spécialiste du suivi et de l'évaluation, qui superviserait les deux bureaux.
9. Il faut envisager de passer d'une comptabilité au niveau des projets à une comptabilité au niveau du programme. Une telle modification permettrait davantage de souplesse et renforcerait les capacités du directeur de pays de s'acquitter des responsabilités qui lui sont déléguées.	ODA, siège	L'approche-programme de pays et la programmation des coûts d'appui directs des programmes, en vertu desquelles les directeurs de pays sont libres de décider des sous-affectations aux activités, sont totalement intégrées aux stades de la conception et de l'approbation. Toutefois, les rapports concernant les programmes de pays sont encore établis au niveau de l'activité: le PAM est requis par ses donateurs de soumettre des rapports annuels de projet normalisés pour chaque activité, et non au niveau du programme de pays. L'examen des rapports de projet normalisés, qui devrait avoir lieu d'ici quelques mois, pourrait fournir l'occasion de traiter ce problème.



RECOMMANDATION (FÉVRIER 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2001)
10. Effectuer un suivi après distribution, tenant compte du rôle des femmes en tant que gestionnaire des ressources alimentaires dans les ménages.	Bureau de pays	Les mesures nécessaires seront prises lors de l'élaboration du nouveau programme de pays. Il est prévu de dispenser une formation sur les techniques participatives et le rôle des femmes dans la planification au sein des ménages en 2002.
11. Encourager la participation active des femmes à la gestion de l'activité.	Bureau de pays	Même réponse que pour le point 10.
12. Assurer les synergies entre les différents intervenants —Ministère de la santé publique, Organisation mondiale de la santé (OMS)/ Organisation panaméricaine de la santé (OPS), UNICEF et FNUAP— afin d'optimiser les services sanitaires fournis aux femmes enceintes.	Bureau de pays	Nécessaire déjà fait: une nouvelle proposition concernant un projet VIH/SIDA a été transmise au siège pour financement afin de compléter l'activité fondamentale 1.
13. Les efforts déployés actuellement pour le suivi de l'activité doivent aller au-delà du simple suivi des denrées alimentaires et de leurs distributions et s'orienter vers la collecte de données qualitatives en rapport avec les effets réalisables et mesurables escomptés.	Bureau de pays	Point de vue partagé sans réserve. Examiné au point 3.
14. Il faudrait renforcer le rôle de chef de file que le bureau de pays a tenu ces deux dernières années vis-à-vis des autres parties prenantes afin de promouvoir d'autres actions liées à l'amélioration de l'éducation et de domaines apparentés.	Bureau de pays	Un petit projet, en collaboration avec l'Union européenne, pour l'amélioration des fourneaux dans les écoles rurales est en train d'être mis au point. Le soutien à l'action "écoles-santé" en collaboration avec la France et l'OMS/OPS contribuera à améliorer l'éducation dans des domaines connexes.
15. L'activité pilote de fabrication de biscuits (avec des produits importés et/ou locaux) à distribuer aux élèves dès leur arrivée à l'école, pour lutter contre le stress alimentaire, mérite d'être poursuivie et étendue où cela est possible. Dans les écoles où il n'est pas possible de distribuer tôt le matin des biscuits ou des boissons fortifiées, il faudrait veiller à ce que le repas soit préparé le plus tôt possible, sans pour autant empiéter sur le cursus scolaire. Pour cela, un travail de sensibilisation des parents, directeurs et instituteurs paraît indispensable et ce thème devrait être inclus dans les séances de formation.	Bureau de pays	La fabrication et la livraison de biscuit dans la région de Port-au-Prince sont prévues pour 2002. Dans les régions situées au nord et au nord-est, des discussions ont eu lieu avec les directeurs d'école et les parents, qui ont insisté pour que soit servie une boisson chaude avant le début de la classe. Ils en organiseront la préparation et la distribution. Le PAM fournira les denrées alimentaires nécessaires, y compris des rations alimentaire pour les cuisiniers.
16. Perfectionner les systèmes de suivi et d'évaluation en place de façon à inclure une évaluation qualitative des actifs produits.	Bureau de pays	Déjà examiné aux points 3, 4, 10 et 11.
17. S'assurer que le calendrier agricole de la zone concernée est pris en compte lors de la programmation des activités vivres-contre-travail afin d'éviter tout "chevauchement".	Bureau de pays	Il s'agit d'une préoccupation permanente; des rappels sont faits aux contrôleurs des denrées alimentaires et au personnel chargé de la logistique.
18. Vérifier que des études techniques pertinentes sont disponibles avant de démarrer de nouvelles activités.	Bureau de pays	Approuvé. Des études doivent être inscrites au budget pour cela.





RECOMMANDATION (FÉVRIER 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2001)
19. Introduire une approche "du bas vers le haut" dans les activités de conservation des sols: les premiers travaux seraient réalisés sur les parcelles des agriculteurs, procurant ainsi des avantages plus directs et immédiats, et encourageant les bénéficiaires à continuer à participer aux travaux non situés sur leurs terres.	Gouvernement	Une recommandation a été transmise au gouvernement et aux ONG partenaires d'exécution.
20. Encourager une plus large intégration des activités en cours à celles des autres partenaires et limiter les activités aux projets où les articles non alimentaires requis sont disponibles. Il faudrait encourager des paiements mixtes, sous forme de vivres, espèces et/ou outils dans la mesure où les partenaires sont à même de fournir ces articles non alimentaires.	Bureau de pays	Les partenaires ne souhaitent pas pour l'instant fournir d'espèces. Le PAM distribue des outils et d'autres articles non alimentaires dans la mesure où ils sont disponibles.
21. Il est recommandé que le prochain programme de pays poursuive et consolide les activités menées pour combattre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, ce qui signifie conserver les activités du programme actuel, qui sont centrées sur quatre des dix axes stratégiques prioritaires retenus dans le bilan commun de pays (octobre 2000).	Bureau de pays	Cette recommandation est incluse dans le schéma de stratégie de pays (SSP). L'élaboration du nouveau programme de pays s'inscrit dans le cadre général du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
22. Le prochain programme de pays pour Haïti devra adopter une approche de cadre logique, définissant des objectifs distincts au niveau du programme et au niveau de l'activité.	Bureau de pays	Il s'agira d'un élément essentiel de l'élaboration du programme de pays.